

Torró Abad Josep,  
*El naixement d'una colònia.  
 Dominació i resistència a la frontera  
 valenciana (1238-1276)*

Valence, Publicacions de la Universitat de València  
 (Col·lecció Oberta), 1999.

L'ouvrage de Josep Torró Abad, *El naixement d'una colònia. Dominació i resistència a la frontera valenciana (1238-1276)*, est tiré de sa thèse soutenue en 1996 à l'Universitat de Valencia sous un titre un peu différent *Colonització feudal i resistència andalusina al regne de Valencia. La frontera meridional (1238-1277)*. Cette recherche qui avait obtenu le Prix Ferran Soldevila en 1997 est aujourd'hui publiée sous une forme quelque peu réduite (263 pages incluant une bibliographie synthétique d'une dizaine de pages et une douzaine de cartes). Le plan adopté par l'auteur reprend partiellement celui du texte original. Les deux premières parties, portant l'une sur les étapes de la conquête chrétienne, et plus exactement sur la question des capacités militaires musulmanes et chrétiennes et sur la résistance « andaloussienne » (p. 28-72), l'autre sur le sort des indigènes et sur les phénomènes de déplacement de populations, d'immigration ou d'exil (p. 73-109), suivent exactement celles de la thèse, dont les quatre parties suivantes, en revanche, ont été fondues en deux chapitres consacrés l'un à la société colonisatrice (p. 111-185), l'autre à la société colonisée (p. 187-235). Cette réduction sensible du texte accentue le caractère démonstratif de l'ouvrage dont le propos, qui s'inscrit dans la lignée des travaux de P. Guichard <sup>(1)</sup> et de R. Bartlett <sup>(2)</sup>, est d'intégrer la conquête du royaume valencien au XIII<sup>e</sup> siècle dans le processus d'expansion européenne qui commence à partir du XI<sup>e</sup> siècle sur presque toutes les périphéries européennes et qui se poursuit aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles par la conquête et l'exploitation du Nouveau Monde <sup>(3)</sup>.

Partant du contraste entre l'incompréhension des musulmans face aux victoires militaires chrétiennes et la très précoce certitude de leurs ennemis quant à l'issue de la conquête, dont témoignent les nombreux projets de partage dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, Josep Torró Abad s'interroge sur la capacité militaire des troupes en présence (p. 23-28 et 37-45). Même s'il reconnaît que les forces étatiques musulmanes étaient peu nombreuses, il conteste l'idée défendue par Miquel Barceló de territoires « andalousiens » occupés par des « civils sans armes » <sup>(4)</sup>, en utilisant divers arguments comme la lenteur de la conquête (plusieurs dizaines d'années), l'intensité de la résistance (en particulier celle d'al-Azraq entre 1245 et 1258), la violence des révoltes au cours du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'insurrection de 1276-1277, la très vraisemblable diffusion des techniques militaires de part et d'autre, la considération et la réputation dont jouissaient les musulmans auprès des chrétiens quant à leurs capacités de défense. Celles-ci étaient loin en

effet d'être négligeables : les communautés montagnardes vivant dans des forteresses haut perchées furent épargnées en même temps que leur autonomie de gestion et de défense. En ce qui concerne l'« appareil militaire féodal » (p. 28-37), l'auteur relativise l'efficacité indéniable de la cavalerie lourde, dont l'utilisation massive en rase campagne fut rare. Les troupes de chevaliers en armure constituaient une force dissuasive incontestable, y compris en petits groupes dans les opérations de reconnaissance, mais elles étaient inefficaces en milieu montagneux où des troupes plus légères et plus mobiles, utilisant des flèches et des carreaux d'arbalètes constituaient une riposte efficace. J. Torró Abad détaille ensuite les étapes de la conquête chrétienne du royaume valencien (p. 45-55) et la longue résistance d'al-Azraq dans les terres méridionales du royaume valencien entre 1245 et 1258 (p. 55-68), pour mettre en valeur l'organisation des populations montagnardes sur lesquelles le rebelle prélève les impôts canoniques en prenant la relève du *sulṭān* disparu en 1244 et en implantant une sorte de « micro-État. » L'auteur explique la réussite du processus de domination chrétienne par la distribution de terres en 1248 et 1249 à des hommes venus d'Aragon et de Catalogne. C'est cette arrivée massive de colons armés qui permit d'isoler et de réduire les mouvements de résistance les plus vigoureux entre 1248 et 1276, plutôt qu'une quelconque supériorité technique militaire de la cavalerie lourde chrétienne. L'établissement d'immigrants armés du Nord, profitant largement du vide occasionné par l'expulsion de 1248, enracina une présence coloniale hostile, disposée à protéger, voire à accroître son patrimoine foncier et à exercer une pression permanente sur les communautés « andaloussiennes » voisines.

La deuxième partie de l'ouvrage s'ouvre sur un chapitre portant sur le sort immédiat de la population indigène au lendemain de la conquête chrétienne (p. 73-79). L'auteur décrit le dilemme auquel se trouvait confronté le pouvoir monarchique : réduire les musulmans en esclavage, avec un profit immédiat mais unique, ou bien les astreindre à payer un impôt régulier, avec l'intérêt fiscal que cela représentait. Les « Andaloussiens », dans leur majorité ne furent pas réduits en esclavage comme cela fut le cas à Minorque, ni utilisés dans des travaux agraires de rédemption, comme à Majorque. Quel qu'ait été leur sort, l'auteur observe un

(1) *Les Musulmans de Valence et la reconquête (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)*, 2 vols., Damas, IFEAD, 1990-1991.

(2) *The Making of Europe. Conquest, colonization and Cultural Change 950-1350*, Londres, 1994.

(3) Ceux qui ne sont pas familiers du catalan pourront bientôt lire un excellent article de Josep Torró Abad qui reprend, en français, l'argument principal et la problématique de sa thèse : « Jérusalem ou Valence ? Les débuts de l'expansion européenne et la première colonie d'Occident », à paraître dans *Annales ESC*

(4) « Vespres de feudals. La societat de Sharq al-Andalus just abans de la conquesta catalana », *La formació i expansió del Feudalisme Català, Estudi General*, 5-6, 1985-1986, p. 237-251.

« refus de la conversion » des populations soumises (p. 79-85). Par delà la réticence des musulmans à une conversion qui impliquait pour eux la rupture des liens sociaux antérieurs, et par delà celle des chrétiens devant une conversion massive et forcée qui n'aurait fait qu'institutionnaliser une fiction de christianisation, l'auteur voit dans ce refus de la conversion une des caractéristiques de l'expansion féodale, peu favorable à l'assimilation religieuse, et, par voie de conséquence sociale, d'une force de travail dont l'exploitation constituait un intérêt majeur de la conquête. Deux chapitres (respectivement p. 85-91 et p. 91-99) étudient ensuite les quelques rares grandes expulsions de musulmans (Valence en 1238, Villena en 1240, ou encore en 1248) : ils essaient de déterminer non seulement les effectifs et les régions concernés, mais surtout le principe du déplacement systématique et organisé de populations musulmanes dont les terres étaient réquisitionnées ou spoliées par les nouveaux arrivants. Le déplacement de la paysannerie « andalousienne » est perçu comme le revers de l'immigration coloniale, les deux processus étant étroitement liés. Ils sont la cause directe des soulèvements musulmans, selon notre auteur qui s'oppose sur ce point à la thèse soutenue jadis par R.I. Burns <sup>(5)</sup>. La force de travail de cette population musulmane déracinée était utilisée par les colons chrétiens sur les grands domaines d'« Andalusiens » spoliés ou en fuite. L'étude de l'immigration coloniale (p. 99-107) complète ce tableau : la singularité de la colonisation chrétienne valencienne tient justement à ce qu'elle ne rendit pas nécessaire l'expulsion des indigènes, car l'afflux de paysans catalano-aragonais permettait d'assurer le contrôle militaire des communautés musulmanes encore constituées (*aljama* de l'arabe *al-ġamā'a*). En effet, celles-ci étaient coupées les unes des autres par les villages chrétiens, et leur territoire était encerclé par les terres des centres colonisateurs qui s'étaient implantés sur les terres les plus fertiles et qui étaient parfaitement reliés entre eux. D'un autre côté, les groupes musulmans déracinés vivaient à proximité des villes dans des *morerías* (Játiva à partir de 1252 par exemple) ou des *alquerías* (villages) proches des centres de colonisation chrétiens. Ces deux formes de ségrégation résidentielle avaient des logiques différentes, mais permettaient toutes deux l'exploitation de la société colonisée, par le biais du tribut pour les *aljamas*, par celui du travail pour les groupes « suburbains. »

Dans la troisième partie, Josep Torró étudie la société des colonisateurs, et d'abord le partage des terres (p. 111-128). Il conclut à l'incapacité de la monarchie à diriger la distribution des terres aux colons selon ses propres critères et observe la prédominance de ce qu'il appelle l'« assaut désordonné de la terre. » Cette pratique favorisait la création de propriétés « de rapport », fiscalement privilégiées, avec des maîtres nobles et absents (*prohoms*, chevaliers, *infanzones*). Outre qu'elles ne représentaient aucun intérêt pour le monarque, ces propriétés n'attiraient pas les paysans, intéressés plutôt par les franchises des terres royales.

Cela explique, dans les années 1271-1275, la tentative du roi Jacques I<sup>er</sup> pour relancer la colonisation. Suit une étude de l'évolution de la propriété foncière (p. 128-137) : la répartition originelle était loin d'être homogène, les « diviseurs », chargés du partage et nommés par le roi, pratiquaient le favoritisme et les accords en bénéfice propre ; les inégalités se développèrent très rapidement, le plus souvent en conséquence des usurpations favorisées par l'absentéisme des propriétaires légitimes, qui étaient les bénéficiaires du premier partage. Un « nouvel ordre agraire » se met ainsi en place (p. 138-145) : l'auteur distingue les propriétés de « rapport », de plus de 15 hectares, concentrées le plus souvent sur une parcelle unique et les propriétés de « travail », c'est-à-dire des propriétés de caractère familial, éclatées en petites parcelles et issues d'une donation collective de terres à un groupe de colons-laboureurs. L'isolement des unités paysannes et l'individualisation des patrimoines provoquaient au niveau le plus élémentaire de la production des tensions, dont témoignent les précoces registres de justice de Cocentaina et d'Alcoy ; J. Torró Abad en fait un trait structurel de l'expansion féodale à laquelle il rattache aussi le progressif développement du crédit et du marché des biens de consommation en liaison avec l'individualisation des patrimoines et des unités domestiques, la centralisation résidentielle et la stratification paysanne (p. 146-164 et p. 175-185). La concentration des lieux de résidence est par ailleurs décrite par l'auteur comme un processus foncièrement coercitif, source de nombreux conflits, dont la résolution était indispensable à la survie de ces nouvelles communautés et à la reproduction des appareils de pouvoir qui apparaissaient en même temps que la *congregatio populi* (p. 164-174).

La dernière partie traite de la société colonisée. L'auteur observe d'abord la dualité entre les zones de peuplement indigène et les zones affectées directement par l'immigration coloniale, et il étudie la question de « la permanence des patrimoines andalousiens. » Plus que le maintien relatif de la structure fiscale antérieure à la conquête ou celui d'une organisation politique locale incarnée par l'*aljama*, la capacité de transmettre ce patrimoine et d'organiser la production agricole serait l'élément primordial de l'autonomie de ces communautés musulmanes (p. 187-193). Face à cette permanence, les journaliers et les *eixaricos* se trouvaient dans un état de dépossession permanente, incapables de prendre de décisions dans l'organisation du travail de la terre. La marge de survie de ces musulmans dépossédés (*eixaricos*, *šarik-s*) était très faible et leur statut très précaire (p. 193-202). Les *aljamas*, quant à elles, se trouvaient dans des zones montagneuses peu attractives pour les colons chrétiens. L'auteur les distingue par ailleurs des *aljamas* artificielles, peu cohérentes et très stratifiées, qui naquirent

(5) « Social Riots on the Christian-Moslem Frontier (Thirteenth-Century Valencia) », *American Historical Review*, 66, 1961, p. 378-400.

en périphérie des villes pour encadrer les *šarik-s* (musulmans dépossédés). L'auteur examine ensuite les impôts prélevés sur les communautés paysannes et hérités de l'époque antérieure (*alfarda* et *almagram*), la nouveauté la plus importante introduite par les conquérants chrétiens étant l'imposition des monopoles (p. 202-223). En ce qui concerne la production agricole, l'agriculture vivrière « andalousienne » fortement diversifiée se caractérise par l'augmentation des productions de figes et de raisins secs dont l'excédent était aisément confiscable et commercialisable (p. 223-230). Le poids des impôts prélevés sur les *aljamas* compensait les franchises importantes accordées aux centres de colonisation.

S'interrogeant sur la spécificité du royaume valencien où des groupes importants de musulmans continuèrent à exister jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, Josep Torró Abad plonge dans l'étude des modalités concrètes de la conquête aragonaise et de l'exploitation des populations indigènes. Refusant les téléologies ingénues renvoyant à « l'identité européenne », ou à la capacité créative des peuples occidentaux, par rapport à un islam conservateur et peu innovateur, l'auteur explique principalement le succès de la conquête chrétienne du Levant par l'immigration « coloniale. » Dans le royaume de Valence au XIII<sup>e</sup> siècle, les nouveaux arrivants, venus surtout d'Aragon et de Catalogne, ne cherchèrent pas à assimiler les indigènes vaincus : certains furent réduits en esclavage, d'autres furent expropriés, déplacés et utilisés comme journaliers dans les propriétés de « rapport » qui apparurent à la périphérie des centres de colonisation ; d'autres, enfin, dans des zones de refuge montagneuses, dont la conquête eût été difficile et dont les terres intéressaient moins les chrétiens, conservèrent leur patrimoine et une certaine autonomie dans sa gestion et dans sa défense. Ces communautés ou *aljamas* versaient tous les ans au pouvoir royal un tribut dont elles organisaient elles-mêmes collectivement le prélèvement. Ces zones isolées, encerclées par des colons armés et hostiles, qui avaient investi les terres fertiles des vallées, servirent en outre de vivier pour assurer la pérennité des groupes musulmans « suburbains » qui sans cela eussent sans doute disparu progressivement par assimilation ou par non-renouvellement. Le processus décrit par l'auteur est très différent de ce qui se passait dans les autres royaumes de la péninsule Ibérique à la même époque.

On ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage intelligent qui n'hésite pas à remettre en question bien des idées reçues. Il a la force d'une démonstration : dans un projet cohérent, il articule magistralement les différents acteurs, les divers phénomènes et les diversités régionales en un tout astucieux et séduisant. Mais il a parfois les défauts de ses qualités : en effet, de cette analyse de la conquête et de l'exploitation des terres et des populations conquises, on risque de retirer l'impression qu'un acteur impersonnel plie à sa logique « coloniale » les protagonistes de l'époque, chrétiens et musulmans, du roi aux journaliers indigènes,

en passant par les Grands du royaume, les petits seigneurs et chevaliers chrétiens, les communautés musulmanes (*aljamas*) héritées de l'époque antérieure ou fondées artificiellement autour des nouveaux centres de colonisation. Ce serait oublier que la conquête décrite fut empirique, qu'elle eut des ratés, qu'elle procéda par tâtonnements. Par ailleurs, le processus d'exploitation « coloniale » démonté dans ce travail est spécifique à la région étudiée et il ne se retrouve pas, semble-t-il, ailleurs dans la Péninsule. La conquête castillane de l'Andalousie au XIII<sup>e</sup> siècle, par exemple, présenta des caractéristiques différentes ; elle n'en constitue pourtant pas moins une modalité tout aussi représentative de l'« expansion européenne. » Les chemins qui mènent à la découverte des Nouveaux Mondes, aux conquêtes coloniales du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'économie de marché et à la domination économique et politique « occidentale » au XX<sup>e</sup> siècle sont nombreux, et ce caractère protéiforme semble être structurel.

Pascal Buresi  
CNRS